

*Les crédits*

[Français]

Si le gouvernement fédéral joue un rôle si actif à cet égard, c'est qu'il se considère comme un partenaire en matière d'enseignement postsecondaire et, à ce titre, il poursuit les objectifs suivants: Inciter les établissements à offrir des programmes et des services qui vont dans le sens de grands objectifs nationaux, tels que les langues officielles, le multiculturalisme ou la promotion de la femme; apporter une aide financière aux provinces en vue de leur permettre d'assurer un enseignement supérieur accessible et de haute qualité et ce, par le biais du financement des programmes établis; fournir une aide financière au titre de la recherche et du développement; et finalement, remplir ses propres obligations constitutionnelles en ce qui concerne l'enseignement aux autochtones, au personnel des forces armées ainsi qu'à d'autres groupes précis.

Compte tenu de ces grands objectifs nationaux, le gouvernement, comme je l'ai dit plus tôt, ne perd jamais de vue non plus les objectifs de l'excellence et de l'égalité des chances.

Les membres de cette Chambre comprennent, j'en suis convaincu, que pour l'avenir du Canada nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour aider nos collèges et universités à toujours viser à l'excellence dans les services d'éducation. Il en va de l'avenir de notre pays si nous voulons demeurer dans la course dans un monde de plus en plus compétitif.

Également, l'accessibilité à l'enseignement postsecondaire doit demeurer au coeur de nos préoccupations. Nous disposons déjà de l'un des systèmes les plus ouverts et les plus accessibles au monde, et nous ne devons jamais lâcher cet objectif d'égalité des chances.

[Traduction]

Permettez-moi de souligner quelques-unes des réalisations du gouvernement dans le domaine de l'enseignement postsecondaire ces deux dernières années. Nous avons tenu le premier colloque national sur l'enseignement postsecondaire, une collaboration historique entre les gouvernements fédéral et provinciaux et les universités, les collèges, le secteur privé et d'autres groupes d'intérêt. Nous avons organisé, sous l'égide du premier ministre, la première conférence nationale sur la technologie et l'innovation, dont la majeure partie a porté sur la contribution des études supérieures et de la recherche universitaire à la compétitivité du Canada.

Le programme de bourses du gouvernement canadien a été mis sur pied pour encourager chaque année 2 500 de nos jeunes hommes et femmes les plus brillants à étudier en sciences ou en génie. Le programme des Centres d'excellence prévoira 240 millions de dollars

pour financer des projets qui amélioreront notre compétitivité à l'échelle internationale. Le fait de doubler le nombre d'étudiants et de stagiaires parrainés par l'ACDI sera intéressant pour notre système d'enseignement supérieur et pour les pays qui reçoivent notre aide. Grâce à la création d'un collège de langue française en Ontario et au Collège de l'Acadie en Nouvelle-Écosse, les francophones hors Québec auront davantage la possibilité de faire leurs études postsecondaires dans leur langue maternelle.

Ces exemples montrent que le gouvernement est bien décidé à soutenir l'enseignement postsecondaire en songeant à l'avenir du Canada. Je voudrais maintenant parler de la ferme volonté du gouvernement de lutter contre l'analphabétisme.

L'analphabétisme est un problème d'envergure nationale. Il y a dans toutes les villes et dans tous les villages, dans toutes les régions et dans tous les districts, dans toutes les régions métropolitaines, des hommes et des femmes qui ont des problèmes dans la vie quotidienne parce qu'ils ne savent pas lire ni écrire. Il y a deux ans, Southam News a fait faire une étude qui a révélé pour la première fois le problème de l'analphabétisme dans toute son ampleur. Je me souviens d'avoir été bouleversé en lisant les résultats de cette étude. Je sais que tous les députés ont été bouleversés et sidérés et qu'ils sont aussi décidés que moi à mettre fin à ce fléau.

[Français]

L'analphabétisme coûte cher! D'après une étude faite par un groupe de travail du monde des affaires, il occasionne chaque année des pertes d'environ quatre milliards de dollars pour les entreprises et de 10 milliards de dollars pour la société canadienne.

Mais c'est surtout au plan humain que l'analphabétisme coûte le plus cher: des hommes et des femmes ne peuvent lire le journal ou déchiffrer un horaire d'autobus; ils ne peuvent participer pleinement et activement à la vie communautaire.

[Traduction]

L'alphabetisation est l'affaire de tous. Ce n'est pas l'apanage d'un seul ordre de gouvernement. Ce n'est pas l'exclusivité d'un parti politique. Ce n'est pas la responsabilité du secteur privé uniquement. C'est une question de collaboration, d'efforts concertés et d'énergie mise en commun.

Le 8 septembre 1988, nous avons annoncé que le gouvernement fédéral serait un des nombreux artisans de l'alphabetisation et nous avons bien d'autres collaborateurs dans cette tâche. Il y a deux semaines, le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador a dit dans son